

Le volume des capitaux que les épargnants en Europe ou ailleurs seraient prêts à placer à l'étranger et l'organisation des marchés de capitaux ne suffiraient à combler qu'une fraction modeste de nos besoins. Il est heureux pour le Canada de jouir, pour divers motifs, de la confiance des capitalistes américains. C'est cette confiance qui nous permet de faire des placements et d'atteindre les taux élevés de croissance que nous désirons et attendons, certes, tout en maintenant un haut niveau de consommation.

Les opinions varient sur l'opportunité de subir d'une année à l'autre des déficits aussi considérables dans nos comptes courants, et d'importer des capitaux à un tel rythme. Il est manifeste, cependant, qu'il est plus sensé d'accuser des déficits et d'importer des capitaux considérables au moment où l'emploi atteint presque son maximum et que notre croissance est rapide, que ce l'était en 1959, alors que le chômage était élevé. J'ai déjà cité les chiffres de 1959. Cette année-là le Canada accusait une certaine régression et pourtant nous importions des capitaux au rythme d'un milliard et demi par année. Il n'en reste pas moins que nous sommes fortement tributaires des importations de capitaux pour combler nos besoins et, en conséquence, nous nous ressentons de tout changement qui se produit sur le marché de l'argent aux États-Unis ou de toute restriction imposée à ce marché et susceptible de diminuer l'affluence de capitaux vers le Canada.

Cet état de choses nous incite immédiatement à examiner la situation actuelle des États-Unis. Il nous est difficile, nous qui sommes voisins — et ce l'est peut-être davantage pour des pays plus éloignés — de comprendre qu'un pays aussi puissant et aussi riche que les États-Unis, dont les devises sont en si grande demande dans bien des parties du monde, soit aux prises avec sa balance des paiements. Il n'y a pas à en douter, bien que leur problème soit différent du nôtre.

A la différence du Canada, les États-Unis ont d'ordinaire un fort excédent au chapitre de leurs comptes courants internationaux. Autrement dit, leurs gains à l'étranger excèdent leurs dépenses à l'étranger. La somme excédentaire varie d'année en année évidemment, mais l'indice général reste clair et soutenu.

Le problème des États-Unis découle de ce que les Américains et leur gouvernement, pour une raison ou pour une autre, ont voulu ces dernières années faire des placements à l'étranger et fournir en aide extérieure ou affecter aux fins de la défense un montant de beaucoup supérieur chaque année à l'excédent de leur compte courant de la balance des paiements.

Depuis bien des années, l'afflux des investissements du secteur privé des États-Unis atteint des milliards de dollars chaque année et a entraîné dans l'immédiat les déficits globaux subis par ce pays dans la balance des paiements. Ces déficits globaux se traduisent par la perte des réserves d'or des États-Unis et par l'accumulation de réclamations aux États-Unis par les banques centrales et les gouvernements d'autres pays, et par d'autres banques. Certains d'entre nous, le Canada par exemple, ne demandent pas mieux que de conserver la plupart de leurs réserves de change sous forme de soldes et d'investissements à court terme